

simple, et pourtant c'est ce qu'on enseigne au Parlement et au peuple canadien.

Je suis certain qu'aucun économiste au pays n'aurait l'impression qu'en réduisant les impôts des sociétés il en résulterait plus d'emplois au Canada. Pas un seul économiste canadien ne conviendrait, j'en suis convaincu, que par un amortissement accéléré des nouvelles machines et du nouveau matériel, nous créerions plus de postes. Quand une entreprise de fabrication achète-t-elle des nouvelles machines et du nouveau matériel? Elle le fait lorsqu'il s'agit d'augmenter sa production et d'améliorer la qualité de ses produits. Elle obtient de meilleurs résultats lorsqu'elle remplace la main-d'œuvre, non pas lorsqu'elle l'augmente.

Si les entreprises de fabrication achetaient même la plupart de leurs machines et de leur matériel de sociétés canadiennes, certains pourraient prétendre qu'il y aurait une augmentation des emplois dans le secteur de fabrication, mais il n'en est pas ainsi. Presque toutes les nouvelles machines et le nouveau matériel qu'utilisent nos entreprises de fabrication viennent de l'étranger, surtout des États-Unis. Aussi même dans de tels cas il n'en résulterait pas la création de nouveaux emplois.

Je regrette donc sincèrement de dire au ministre des Finances que son budget, même en ce qui concerne la création d'emplois, n'est qu'un trompe-l'œil qui n'aboutira pas à ce résultat qu'il ne peut atteindre. Il aurait pu, à mon avis, mettre à la disposition des contribuables canadiens environ 2 milliards de dollars qui auraient rapidement stimulé l'économie du pays et créé des emplois en augmentant le pouvoir d'achat du Canadien moyen qui dépense presque tout ce qu'il gagne. Il y serait parvenu en supprimant le dégrèvement fiscal de 7 p. 100 dont les industries de fabrication et de transformation continueraient à bénéficier et en gardant les 500 millions de dollars dont il leur fait cadeau dans son budget, ce qui lui aurait assuré des recettes de 675 millions de dollars environ, lesquelles, d'après nos calculs, aurait permis de diminuer de \$100 l'impôt de tout contribuable gagnant moins de \$10,000 ou \$12,000. L'économie s'en serait certainement ressentie.

Si le ministre avait porté le rôle réel d'imposition des sociétés à près de 46 p. 100 au lieu de 36 p. 100, qu'il avait institué la pleine imposition des gains de capitaux, ce qui aurait entraîné un supplément de recettes de 100 millions de dollars, s'il avait récupéré 400 autres millions en mettant fin aux échappatoires et en renforçant l'économie et s'il avait réduit les prodigalités de divers ministères, il aurait pu réaliser une économie de l'ordre de 2 milliards de dollars et les répartir entre les contribuables du Canada, surtout ceux qui gagnent moins de \$10,000 ou \$12,000 par année. Ces derniers auraient alors dépensé jusqu'au dernier sou pour acheter des articles fabriqués au Canada ou produits par des cultivateurs canadiens.

Si ma vue est bonne et que l'horloge est exacte, monsieur l'Orateur, il me reste deux ou trois minutes pour conclure mes observations. La raison fondamentale d'un budget aussi scandaleux que celui-ci se rattache à la doctrine économique qui anime nos vis-à-vis ainsi que nos amis les conservateurs et autres. D'après cette doctrine, seul le secteur privé de l'économie est capable de créer des emplois et d'accroître la richesse du pays, alors que le capital social est tabou et entraîne le gaspillage.

Ils posent en principe que seul le secteur privé sait ce qui est bon pour les Canadiens et que ceux-ci, représentés par leur gouvernement et leurs députés, n'y connaissent rien. Je rejette cette ligne de pensée. La seule façon de

créer des emplois, si le ministre ne veut pas réduire les impôts aussi radicalement que je le propose, c'est d'utiliser les sommes dont je parlais de la manière que j'ai exposée.

Tout le monde parle de la pollution. Si le gouvernement plaçait des sommes sérieuses dans la dépollution de nos eaux et la construction d'usines d'épuration et de recyclage dans nos villes, nous pourrions lutter vraiment contre la pollution et donner du travail à des centaines de milliers de Canadiens. Si le ministre réservait des crédits pour aider les provinces et les municipalités à construire des garderies, afin que les mères qui veulent travailler tout comme les pères n'aient qu'à confier leurs enfants à ces établissements, ce serait là de l'équipement social et en même temps une source d'emplois. Nous avons besoin d'au moins 2,000 de ces centres.

Si le ministre affectait des sommes énormes à la construction de logis à loyer modique et à la rénovation urbaine au lieu de suivre le rythme lent auquel l'argent circule maintenant, cette mesure constituerait un progrès social et créerait des emplois pour les Canadiens dans tout le pays. Il existe nombre d'autres besoins urgents que le Canada devrait satisfaire. Le gouvernement devrait y répondre et par la même occasion résoudre le problème du chômage. S'il suivait cette politique, comme il le devrait, il n'y aurait plus de raison pour qu'un seul Canadien ou une seule Canadienne en santé soit sans travail. Selon moi, l'étude de ce budget révélera comme il est vide et injuste. J'en suis peiné pour le ministre des Finances; en fait, j'en ai presque honte pour lui.

M. Robert P. Kaplan (Don Valley): Monsieur l'Orateur, c'est aujourd'hui la journée des chefs de parti et on peut bien se demander pourquoi une personne qui occupe ma position à la Chambre devrait prendre part à ce débat. Je veux vous assurer, et ainsi mettre fin rapidement à toute rumeur de l'autre côté de la Chambre, que je suis un laissé pour compte de la liste des orateurs de jeudi. Je suis très heureux d'avoir l'occasion de parler en ce moment. J'ai écouté avec intérêt ce que les députés des partis d'opposition ont dit, et je crois devoir commenter leurs remarques.

Le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) nous a informés que la plus haute priorité du parti conservateur au pouvoir serait de fournir des emplois. Puis il nous a exposé deux propositions qui, si elles avaient été dans le budget, auraient, paraît-il, fourni des emplois. L'une est du chiqué et l'autre ne peut réussir. Le chiqué est sa proposition qui consisterait à prévoir un ajustement fiscal automatique à cause de l'inflation de telle façon que les impôts seraient réduits automatiquement chaque année proportionnellement à l'inflation. J'appelle cela du chiqué car il est évident que cela s'appliquerait forfaitairement à tous les revenus et aurait pour résultat de réduire les recettes fiscales du gouvernement proportionnellement à l'augmentation du coût de la vie. Il serait alors nécessaire au gouvernement d'augmenter les impôts pour faire face à ses besoins. Cette augmentation serait égale à ce faux cadeau offert par opportunisme en vue de gagner des voix. La simple description en fait ressortir la futilité. Espérons que le pays sera du même avis.

• (2100)

La deuxième mesure que propose le chef de l'opposition en vue de fournir des emplois, ce qui doit être, selon lui, l'objectif primordial, serait une augmentation générale de \$15 du montant de la pension de vieillesse. C'est là une proposition méritoire. J'espère qu'il sera possible d'aug-